

## Compte-rendu de l'assemblée

### Pour la sauvegarde de l'Hôpital de Douarnenez

Ce sont près de 500 personnes qui ont répondu à l'appel des médecins du centre hospitalier de Douarnenez.

En cause, le refus des anesthésistes du CHIC de Quimper d'honorer le contrat signé dans le cadre du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens, créant le Bloc Opératoire de Cornouaille.

Cet accord permettait de développer la chirurgie ambulatoire sur Douarnenez.

Aujourd'hui, les anesthésistes refusent de venir à Douarnenez, sans qu'aucune pression ne leur soit faite, ni de la Direction du CHIC, ni de l'ARS pour que les engagements soient respectés. La raison invoquée est le manque de sécurité, argument bien connu et qui a abouti, en d'autres lieux à bien des fermetures de maternités et de services de chirurgie.

Bien plus, des candidatures d'anesthésistes, prêts à venir travailler au CH de Douarnenez n'ont pas été prises en considération.

Après un exposé sur les activités du centre hospitalier, les médecins ont, à tour de rôle en fonction de leurs spécialités, expliqué les conséquences qu'aurait l'arrêt de la chirurgie. En bref, l'hôpital deviendrait un établissement de médecine gériatrique, ne répondant plus à l'ensemble des besoins des 75 000 habitants du bassin.

Les médecins ont largement laissé place au débat, notamment sur les moyens à mettre en œuvre pour maintenir l'activité du centre hospitalier de Douarnenez dans sa globalité.

Suite à l'expression de nombreuses personnes, il a été décidé la création d'un comité de lutte le plus large possible. La 1<sup>ère</sup> initiative serait une manifestation en ville le 6 décembre prochain.

Il a également été proposé :

- que les maires des communes du bassin proposent au vote de leur conseil municipal des délibérations de soutien à l'hôpital

- qu'un courrier soit adressé aux élus nationaux : député, sénateur, sachant que le sénateur maire de Douarnenez (UMP) et la Députée (PS) doivent rencontrer la ministre Marisol Touraine le 26 novembre.
- Que les réseaux sociaux soient utilisés pour mobiliser, mais aussi pour bloquer la boîte mail de l'ARS...

Les idées n'ont pas manqué et la détermination de ne pas laisser faire était au rendez-vous.

De nombreuses personnes ont laissé leurs coordonnées pour faire partie du comité de lutte.